



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 15 au 21 mai 2020

Le 22 mai 2020

Résumé

Bangladesh : Soutien budgétaire de 250 M USD apporté par l'AiIB. Baisse des IDE de 20% en 2019. Nouvelle situation de surcapacité de génération électrique en 2019.

Bhoutan : Hausse de l'indice des prix à la consommation en mars. Chute drastique du nombre de touristes après une hausse de 15,1 % en 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Détail du plan de soutien à l'économie annoncé le 12 mai par le Premier ministre avec des mesures à destination des secteurs agricole, extractif, de la défense et de l'énergie. Augmentation de l'enveloppe allouée au programme MNREGA. Impact budgétaire des nouvelles mesures annoncées estimé à 1% du PIB.

Politique monétaire et financière : Nouvelle réduction du taux directeur de 40 points de base à 4%.

Autres informations : Soutien d'1 Md USD apporté par la NDB à l'Inde. Les investisseurs étrangers sont devenus vendeurs nets sur les marchés actions en Inde au premier trimestre de 2020, à hauteur de 6,4 Mds USD. Contraction des échanges commerciaux de 42,5% en glissement annuel en avril. Annonce de la création d'un Fonds pour venir en soutien des NBFCs.

Népal : Soutien de 214 M USD apporté par le FMI au titre de la Facilité de Crédit Rapide (RCF).

Pakistan : Nouvelle baisse du taux directeur par la Banque centrale de 100 points de base à 8 %. Révision par le ministère des Finances de la prévision de déficit budgétaire à 9,4% sur l'exercice en cours. Augmentation de 32% en avril des flux nets d'investissement direct étranger (IDE). Ralentissement des déboursements de financements étrangers reçus par le Pakistan sur les dix premiers mois de l'exercice 2019/20. Pertes évaluées à 1,9 Mds USD pour le secteur de l'énergie depuis le début de la pandémie. Approbation d'un plan de soutien d'environ 300 M USD pour le secteur agricole. Octroi d'un prêt de 300 M USD par la Banque asiatique de développement (BAsD) pour soutenir les efforts du Pakistan en matière de santé publique. Nouveaux financements accordés par le Japon à hauteur de 590 000 USD

Sri Lanka : Notation souveraine dégradée à « B- », perspective « stable » selon S&P. Performance contrastée de la Bourse de Colombo en 2019, début d'année 2020 difficile. Ralentissement de la hausse des crédits en 2019, augmentation de la part des créances douteuses. Assouplissement de la réglementation pour renforcer la liquidité des banques.



BANGLADESH

- **Soutien budgétaire de 250 M USD apporté par l'AIIB.** L'*Asian Infrastructure Investment Bank* a accordé au Bangladesh un prêt concessionnel de 250 M USD le 20 mai, dans le cadre du programme « *Covid-19 Crisis Recovery Facility* » dont l'enveloppe est passée de 5 à 10 Mds USD; il s'agit d'un prêt souverain sur 15 ans avec trois ans de grâce, décaissé en une tranche unique à la signature du prêt, pour couvrir un programme exécutable jusqu'à décembre 2021.

L'appui budgétaire envisagé vise à soutenir la mécanisation dans le secteur primaire (agriculture, élevage, transformation des fruits et légumes, chaînes de froid et infrastructures d'entreposage, etc.). 100 M\$ serait dédiés au soutien des micros entreprises et des PME.

Dans ses dernières prévisions, la Banque asiatique de Développement estime que 1,7% à 4,3% de la population active pourrait perdre son emploi et précipiter 13 M de personnes, venant massivement du secteur informel (85% de la main d'œuvre), dans la pauvreté, où vivent déjà 34 M d'habitants.

- **Baisse des IDE de 20% en 2019.** La Banque centrale a publié les données provisoires des investissements directs étrangers sur l'année civile 2019; le solde net s'élève à 2,87 Mds USD contre 3,61 Mds USD en 2018, soit une baisse de 20%, alors que le 1^{er} semestre avait permis d'enregistrer une hausse de 21%. En flux nets, les IDE se sont principalement opérés par réinvestissement des bénéfiques (1467 M), plutôt que par apport de fonds propres (804 M) ou par prêts intra-entreprises (603 M). Les flux bruts se sont élevés à 3,99 Mds USD contre des désinvestissements de 1,11 Mds USD.

En 2019, les zones économiques spéciales (EPZ) n'ont accueilli que 169,3 M USD de flux nets ; ils se répartissent entre 959 M USD d'argent frais (dont 706 M de prêts intra-entreprises et 218 M de réinvestissements, pour à peine 35 M de fonds propres par emprunts bancaires) et 789 M USD de désinvestissements, dont 785 M de remboursement de prêts intra-entreprises.

Les IDE restent très loin de la cible de 3% du PIB (environ 9 Mds USD) fixée par le plan quinquennal actuel qui arrive à échéance en juin prochain. Le Bangladesh affiche par ailleurs un flux d'IDE nettement inférieur à celui de ses concurrents régionaux, et sans rapport avec la taille de son économie (41^{ème} mondiale en 2019). Les milieux patronaux estiment que le niveau souhaité pour garantir sur le long terme une croissance forte, portée par la création d'emplois, les transferts de technologie, etc., se situe entre 4 et 5 points de PIB.

- **Nouvelle situation de surcapacité de génération électrique en 2019.** Le pic de consommation, survenu le 29 mai au soir, a atteint 12.893 MW pour une capacité totale installée de 18.329 MW (soit 70%). Cette surcapacité coûterait au pays environ 90 Mds Tk (970 M EUR). Le gouvernement a dû déboursier 80 Mds Tk pour le *Power Development Board* (BPDB) en 2018-19, contre 45 Mds Tk en 2017-18. Un nouveau rapport, rendu public cette semaine par l'institut australien IEEFA, indique que si le gouvernement respecte son plan stratégique d'installation de nouvelles centrales (+9.000 MW), le Bangladesh produirait 58 % d'électricité en trop d'ici à 2030. Ce scénario prend en compte l'impact du Covid-19.

La pandémie a d'ores et déjà fortement réduit la consommation électrique, qui tourne autour de 50 % de la capacité installée. Le Bangladesh, qui n'a pas encore fait le choix d'activer la clause de force majeure comme certains acteurs ont pu le faire en Inde ou en Chine, doit payer des pénalités aux centrales privées et reste tenu, conformément à ses contrats, de continuer à importer de l'électricité (depuis l'Inde) et du GNL (depuis Qatar et Oman) à prix fort. Ainsi, le



pays a dû diminuer la production locale pour continuer à importer environ 1160 MW depuis l'Inde (via Tripura et Bheramara) – pour un coût d'environ 37 Mds Tk par an (400 M EUR) - et a été contraint de diminuer l'extraction de gaz domestique pour poursuivre les importations de LNG (8 USD par 1.000 pied cube, contre moins de 2 USD actuellement sur les marchés internationaux). Le Bangladesh doit en effet importer au moins 1,5 M de tonnes de GNL par an en provenance du Qatar. Dans le même temps, BPDB doit verser entre 7,5 et 8 Mds Tk (86 M EUR) par mois d'indemnités aux acteurs privés qui font tourner leurs centrales au ralenti.

BHOUTAN

- **Hausse de l'indice des prix à la consommation en mars, à 3,3% en glissement annuel** (+ 0,8% sur le mois). L'inflation des prix alimentaires, soit 46% du poids de l'indice des prix, a notamment enregistré un essor soutenu en mars (+ 2,2 points par rapport à février, à 6,6%) tandis que les prix non-alimentaires affichent, quant à eux, une légère modération (- 0,3 point en rythme mensuel, à + 0,6%).
- **Chute drastique du nombre de touristes après une hausse de 15,1 % en 2019.** Alors que le pays avait accueilli 12 786 touristes au 1^{er} trimestre 2019, seules 6 624 entrées ont été comptabilisées sur la même période cette année. Ces entrées n'ont généré que 10,1 M USD pendant cette période contre 88,6 M USD sur l'ensemble de 2019. 92 M USD de recettes touristiques étaient attendues pour l'exercice en cours. La chute d'activité affecterait environ 50,000 personnes, notamment dans les transports, l'hôtellerie et l'artisanat.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **3^{ème} vague de mesures à destination du secteur agricole.** Les mesures annoncées le 15 mai par la ministre des Finances visent à stimuler les investissements agricoles pour un montant équivalent à 0,76% du PIB. 13,2 Mds USD seraient dédiés aux infrastructures à la ferme (chaîne du froid et les infrastructures post-récolte). Un soutien envers les microentreprises alimentaires locales a également été annoncé pour une dépense estimée à 1,3 Mds USD. Pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, le gouvernement étend les programmes précédents et prévoit de dépenser 2,6 Mds USD supplémentaires. Afin d'aider le secteur laitier, le gouvernement prévoit de créer un fonds pour les infrastructures doté de 1,98 Mds USD ; 1,75 Mds USD seront par ailleurs consacrés à la vaccination du bétail. Des programmes de soutien aux cultures à base de plantes, aux légumes et à l'apiculture ont également été annoncés.

Surtout, le gouvernement a annoncé son intention de supprimer les céréales alimentaires et autres produits alimentaires (notamment les oignons et les pommes de terre) de la Loi sur les produits essentiels (LCE), afin de permettre aux fermes et aux entreprises de vendre et d'exporter des aliments librement, sans demander l'autorisation préalable. L'idée est d'attirer des investissements privés et de procurer de meilleurs rendements aux agriculteurs. Selon les règles actuelles, les agriculteurs ne peuvent vendre leurs produits qu'aux titulaires de licences dans le cadre des Comités du marché des produits agricoles (APMC), qui sont des marchés agricoles désignés créés dans chaque État.



- **Une 4^{ème} salve d'annonces a été faite à destination du secteur extractif, de celui de la défense et du domaine énergétique.** Dans la quatrième tranche du paquet économique, le gouvernement a annoncé des mesures visant à réformer des secteurs tels que le charbon, les minéraux, l'aviation civile, la distribution d'électricité, la défense, l'espace et l'énergie atomique pour un effort budgétaire équivalent à environ 0,4% du PIB. On retiendra l'autorisation pour l'extraction commerciale du charbon, le déplafonnement des IDE dans la fabrication de matériel de défense de 49 à 74%, la privatisation des sociétés de distribution d'électricité dans les territoires de l'Union. Le déplafonnement des IDE vise à attirer les investisseurs directs étrangers et les inciter à produire et assembler en Inde.
- **Autres mesures annoncées, dont l'augmentation de l'enveloppe allouée au programme MNREGA.** La ministre des Finances a annoncé une dépense supplémentaire de 5,3 Mds USD pour le programme MGNREGA, qui garantit en théorie 100 jours de travail par an pour les populations défavorisées, en particulier dans le milieu rural. Cette augmentation était rendue nécessaire par le retour des travailleurs migrants dans leurs villages avec cependant pour effet collatéral d'avoir une incidence sur la disponibilité de la main-d'œuvre, lorsque l'activité reprendra dans les centres urbains.

En outre, pour atténuer les pressions liées au COVID-19 sur les entreprises, les autorités prévoient de suspendre la nouvelle ouverture de la procédure d'insolvabilité pour une période pouvant aller jusqu'à un an. Dans le même esprit, les autorités ont décidé d'exclure la dette liée au COVID-19 de la définition de «défaut» pour déclencher une procédure d'insolvabilité dans le Code de l'insolvabilité et de la faillite (CIB). Les détails opérationnels pour la mise en place de cette mesure doivent cependant encore être dévoilés.

Certaines annonces faites pour l'occasion ne sont en réalité que des rappels ; c'est le cas en particulier de la volonté de réduire le nombre d'opérateurs publics par secteur et de la hausse conditionnée du plafond d'emprunt pour les États fédérés, qui passerait de 3 à 5% du GSDP.

- **L'impact budgétaire du plan de relance estimé à environ 1% du PIB.** Ces estimations s'étalent de 0,8 % pour CLSA et Nomura, (Edelweiss Securities 0,85%, Citi, Fitch, HSBC et IIFL 1 %, BofA Securities 1,1 %) à 1,2 % pour UBS Securities. Le manque de mesures suffisantes pour répondre à la demande et le prolongement du confinement jusqu'au 31 mai ont conduit la plupart des analystes à revoir à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'exercice en cours (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021). CARE Rating est à – 1,5/1,6 % (focus du plan sur l'offre), State Bank of India – 4,7 % (absence de mesures de soutien à CT pour la consommation), Nomura - 5 % (« *maximum bang, minimum buck* »), Goldman Sachs (absence d'impact immédiat), ICRA – 5 % (ne répond pas aux besoins économiques du moment) et Bernstein – 7 % (absence de mesures substantielles pour soutenir la consommation).
- **Contraction des échanges commerciaux de 42,5% en glissement annuel en avril.** Le volume total des échanges commerciaux (marchandises et services combinés) s'est contracté de 42,5% en g.a. en avril (ramené de 97 à 55,8 Mds USD). Le rythme de la baisse des exportations (-36,7% à 28 Mds USD) a été moins important que celui des importations (-47,4% à 27,8 Mds USD). En conséquence, le solde de la balance commerciale indienne affiche un léger excédent pour le mois d'avril (+0,16 Md USD) contre un déficit de 8,7 Mds USD un an plus tôt.

La baisse des exportations est principalement due au ralentissement mondial en cours, aggravé en raison de la crise actuelle de Covid-19, qui a entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et l'annulation de commandes. À l'exception du minerai de fer et des médicaments/produits pharmaceutiques qui ont enregistré une croissance de 17,5% et 0,3%



respectivement, tous les autres produits / groupes de produits ont affiché une croissance négative en avril 2020 par rapport à avril 2019.

Les importations d'hydrocarbures (30% du total des importations) se sont contractées de 59% en g.a. en raison de la chute du cours du baril de Brent de 67% en g.a. en avril. Les importations de produits non pétroliers ont baissé de 58,5% dans le même temps.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Nouvelle baisse du taux directeur de 40 points de base, à 4%.** Le Comité de politique monétaire, réuni à une échéance non prévue par son cycle normal de rencontres, a de nouveau réduit son taux directeur, de 40 pdb. Il est ainsi ramené à 4% et le taux de prise à pension à 3,35 %. La décision a été prise à l'unanimité des six membres, un seul ayant cependant privilégié un rabais de 0,25 %. La Banque centrale n'a toujours pas dévoilé de projection pour l'exercice en cours. Le gouverneur a toutefois admis que les indicateurs avancés traduisaient une chute marquée de la demande, avec un impact sur l'investissement et les capacités en matière de dépenses budgétaires. Mais une mousson normale et une forte dynamique de l'activité rurale pourraient constituer des facteurs positifs susceptibles d'atténuer ces effets négatifs.

AUTRES INFORMATIONS

- **Soutien d'1 Md USD apporté par la NDB à l'Inde.** La NDB, *New Development Bank* pour les Etats qui forment les BRICS, a approuvé un prêt de 1 Md USD pour aider l'Inde à combattre la pandémie et réduire les pertes humaines, sociales et économiques causées par le COVID-19. C'est le second prêt de ce type consenti par la banque dont le siège est situé à Shanghai, après celui consenti à la Chine en mars dernier.
- **Les investisseurs étrangers sont devenus vendeurs nets sur les marchés actions en Inde au premier trimestre de 2020, à hauteur de 6,4 Mds USD.** Ce mouvement s'explique en grande partie par la pandémie et l'aversion au risque qu'y rattache. Encore acheteurs nets en janvier (+ 1,71 Mds USD) et février (+265 M USD), les investisseurs étrangers ont massivement vendus en mars 2020 (- 8,4 Mds USD).
- **Annnonce de la création d'un fonds pour venir en soutien des institutions financières non bancaires (NBFCs).** Ce fonds d'actifs pour soutenir les NBFC sera géré par un véhicule ad hoc créé par une grande banque du secteur public qui achètera des titres dont l'échéance résiduelle ne dépassera pas trois mois.

Le fonds recevra une petite injection du gouvernement (700 000 USD) et lèvera 300 Mds INR (4 Mds USD) en émettant des titres, garantis par l'Etat, auprès de la *Reserve Bank of India*.

NEPAL

- **Soutien de 214 M USD apporté par le FMI au titre de la Facilité de Crédit Rapide (RCF).** Le conseil d'administration a ainsi donné son accord et correspond dans le cadre de son programme d'assistance financière d'urgence face à la crise du Covid. Équivalent à 157 M SDR, ce versement vise à aider les autorités népalaises dans un contexte de forte dégradation de la balance des paiements et des comptes publics.

**PAKISTAN**

- **Nouvelle baisse du taux directeur par la Banque centrale de 100 points de base à 8 %.** Il s'agit de la quatrième baisse en l'espace de deux mois (passage de 13,25 % à 12,5 % le 17 mars, à 11 % le 24 mars, à 9 % le 16 avril, à 8 % le 15 mai). Cette décision intervient après la révision à la baisse des prévisions de l'inflation pour l'exercice en 2019/20 autour de 11 %, notamment grâce à la baisse des prix du carburant et le recul de la consommation intérieure. La récente chute des prix du pétrole sur les marchés a en effet entraîné un ralentissement de la hausse des prix à 8,5 % en avril, soit le taux d'inflation le plus bas depuis dix mois. Pour l'exercice 2020/21, la Banque centrale prévoit un taux d'inflation compris entre 7 et 9 %.
- **Révision par le ministère des Finances de la prévision de déficit budgétaire à 9,4% sur l'exercice en cours suite au choc lié à la pandémie de COVID-19,** à comparer à une projection antérieure de 7,4 %. L'impact sur les travailleurs et les personnes les plus vulnérables est également important avec des estimations selon lesquelles le taux de pauvreté pourrait passer de 24,3 % à entre 29 et 34 %. Le ralentissement économique ainsi que les mesures prises par le gouvernement pour soulager financièrement les consommateurs devrait logiquement entraîner une baisse importante de la collecte fiscale qui a déjà reculé de 17 % en avril. Le gouvernement s'attend désormais à ce que l'administration fiscale collecte au moins 24,3 Mds USD pour l'exercice 2020 (objectifs revus à la baisse de 18,8 %).
- **Augmentation de 32% en avril des flux nets d'investissement direct étranger (IDE) pour atteindre 133,2 M USD.** Hong Kong a émergé comme le plus grand investisseur (flux nets de 28,4 M USD), suivi par les Pays-Bas (24,5 M USD), les Etats-Unis (22,5 M USD), Malte (18,5 M USD) et le Royaume-Uni (10,5 M USD). Le secteur de l'exploration pétrolière et gazière a attiré le plus d'IDE (39 M USD), suivi par le secteur financier (30,8 M USD), les communications (20 M USD), l'énergie (18,4 M USD) et le secteur chimique (14,9 M USD).

Sur les dix premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – avril 2020), les flux nets d'IDE ont atteint 2,3 Mds USD, soit plus du double de l'investissement au cours de la même période de l'exercice précédent. La Chine a été le premier investisseur à hauteur de 877,8 M USD, contre 45,5 M USD sur la même période de l'exercice précédent. La Norvège s'est classée en deuxième position avec 288,6 M USD, suivie de Malte qui a injecté 185,2 M USD sur la période considérée. Les secteurs de l'électricité, des communications et de l'exploration pétrolière et gazière ont été les trois principaux secteurs qui ont attiré des investissements étrangers.
- **Ralentissement des déboursements de financements étrangers reçus par le Pakistan sur les dix premiers mois de l'exercice 2019/20** (juillet 2019 – avril 2020). Estimés à **7,4 Mds USD**, ils représentent seulement 57 % du montant de l'aide étrangère budgétisée pour l'ensemble de l'exercice en cours (13 Mds USD, hors aide financière de court terme en soutien aux réserves de change). Le ralentissement des déboursements (-13,3 % par rapport à la période considérée sur l'exercice précédent) serait notamment imputable au choc lié à la pandémie de COVID-19 (retard dans la mise en œuvre des projets).
- **Pertes évaluées à 1,9 Mds USD pour le secteur de l'énergie depuis le début de la pandémie.** La baisse des ventes d'électricité s'explique par les mesures de confinement qui ont entraîné une baisse de la demande par les différents secteurs d'activité (perte d'environ 417 M USD), par le gel des tarifs de l'électricité (perte d'environ 858 M USD) et au report des factures orchestré par le gouvernement pour soulager les consommateurs (perte d'environ 622 M USD). Suite à cette baisse des recettes, le gouvernement tente désormais de se refinancer auprès des banques mais



également auprès d'investisseurs grâce à la vente d'obligations aux institutions financières islamiques (*Sukuk-II*), aux fonds communs de placements et auprès des compagnies d'assurance. L'objectif étant de régler près de 20 % la dette circulaire du secteur de l'énergie.

- **Approbation d'un plan de soutien d'environ 300 M USD pour le secteur agricole.** Ce programme prévoit de fournir une subvention sur les engrais pour les agriculteurs (230 M), une réduction de la marge sur les prêts agricoles, une subvention pour l'achat des graines de coton (15 M), des prêts pour l'achat de pesticides pour faire face à l'invasion de criquets (38 M) et une réduction de la taxe à la vente sur les tracteurs légers fabriqués localement (16 M).
- **Octroi d'un prêt de 300 M USD par la Banque asiatique de développement (BAsD) pour soutenir les efforts du Pakistan en matière de santé publique** et de protection des populations vulnérables. Le projet financé par la BAsD prévoit l'achat de fournitures médicales et d'équipements de protection individuelle pour les hôpitaux, la modernisation des installations médicales, la formation du personnel médical, l'achat de véhicules d'urgence pour renforcer les capacités de secours dans les zones frontalières éloignées et le renforcement de la sensibilisation des communautés marginales. Ce nouveau prêt porte à 352,5 M USD le montant total du soutien financier de la BAsD au Pakistan depuis le début de l'épidémie.
- **Nouveaux financements accordés par le Japon à hauteur de 590 000 USD** pour soutenir les efforts du gouvernement pakistanais dans sa lutte face au COVID-19. Le montant total de l'aide octroyée par le Japon au Pakistan depuis le début de la pandémie atteint 4 M USD.

SRI LANKA

- **Notation souveraine dégradée à « B- », perspective « stable » selon S&P.** L'agence de notation *Standard & Poor's* a abaissé la note souveraine de Sri Lanka de « B » à « B- ». Selon l'agence, la crise engendrée par l'épidémie du COVID-19 risque de provoquer une récession et d'affecter négativement les recettes fiscales. Celles-ci devraient représenter moins de 10% du PIB en 2020 d'après ses estimations. Par comparaison, les recettes publiques et dons ont représenté 12,6% du PIB l'an dernier selon la Banque centrale. S&P prévoit un creusement du déficit public à -8% du PIB en 2020 (contre -6,8% en 2019), accroissant un endettement déjà important. La perspective économique est quant à elle passée de « négative » à « stable », l'agence estimant que le pays a encore accès à suffisamment de ressources, en incluant les contributions des bailleurs multilatéraux et bilatéraux, pour faire face à ses obligations de remboursement sur les 12 prochains mois.
- **Performance contrastée de la Bourse de Colombo en 2019, début d'année 2020 difficile.** Les deux indices (ASPI et S&P SL20) de la bourse de Colombo (CSE) ont eu des évolutions contraires en 2019. Alors que l'ASPI a cru de +1,3% (contre -5% en 2018), le S&P SL20 a baissé de -6,3% (-14,6% en 2018). La capitalisation du marché boursier était de 2851,3 Mds LKR à la fin 2019 (+0,4% en g.a), soit 21,5% du PIB. Le montant des échanges quotidiens ont été en moyenne de 711,2 Mds en 2019, soit -14,7% par rapport à 2018. Sur le marché secondaire, il y a eu un flux net de sortie des capitaux étrangers à hauteur de 11,7 Mds LKR en 2019.

Entre le 2 janvier et le 20 mai 2020, les deux indices ASPI et S&P SL20 ont chuté de respectivement -23,8 et de -34,3%. L'indice ASPI a atteint son plus bas niveau depuis mi-2010. Le S&P SL20 a chuté de -12,9% le 20 mars, un record. Ces baisses sont la conséquence d'un retrait des investisseurs étrangers du marché boursier local. A cause du couvre-feu, la bourse a



été fermée le 20 mars avant de rouvrir le 11 mai. Les flux étrangers nets sur le CSE ont été négatifs à hauteur de 28,4 M USD sur la période janvier-mars.

- Ralentissement de la hausse des crédits en 2019, augmentation de la part des créances douteuses.** Selon la Banque centrale (CBSL), le montant des crédits bancaires n'a augmenté que de +5,6% en 2019 contre +19,6% en 2018, en raison d'un environnement économique déstabilisé par les attentats de Pâques et les incertitudes politiques. La part des créances douteuses dans le total des prêts a augmenté à 4,7% (contre 3,4% fin 2018). Une situation gérable pour les banques car celles-ci disposent des réserves suffisantes pour y faire face. La performance s'est davantage détériorée pour les établissements financiers non-bancaires (*LFCs* et *SLCs*). Le montant des crédits accordés a décliné de -3% (contre une hausse de +7,6% en 2018). Pour la CBSL, cette baisse est la conséquence des restrictions imposées à l'importation de véhicules et à la dégradation de la situation politico-sécuritaire du pays. La part des créances douteuses s'accroît : 10,6% en décembre 2019 contre 7,7% un an plus tôt. Ces établissements sont néanmoins suffisamment capitalisés d'après la CBSL.
- Assouplissement de la réglementation pour renforcer la liquidité des banques.** Dans une décision du 13 mai, la Banque centrale (CBSL) a pris plusieurs mesures qui visent à accroître la liquidité des banques. De nouvelles créances seront considérées comme liquides pour le calcul du ratio de liquidités (*Statutory Liquid Assets Ratio*). Le taux minimal du ratio de liquidité court terme (LCR) et du ratio de liquidité structurel à long terme (NSFR) est réduit à 90% ; en contrepartie, la supervision sera accrue. Les mesures citées précédemment sont applicables jusqu'au 30 juin 2021. La CBSL appelle les banques à s'abstenir des actions suivantes : versement de dividendes, rapatriement des profits pour les banques étrangères, rachat d'actions et hausse des rémunérations des membres des conseils d'administration jusqu'au 31 décembre 2020. Par ailleurs, l'évaluation annuelle sur les banques locales systémiques pour 2020 est levée, le nombre de banques classées comme systémiques restera donc inchangé pour cette année.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakypuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, H. Sarnelli, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 22/05/2020